

Raison sociale : .....

Adresse : .....

Téléphone : .....

SIRET : .....

Code-risque : .....

Effectif total de l'entreprise (SIREN) : .....

Activité de l'entreprise : .....

### Je soussigné(e), représentant(e) légal de l'entreprise,

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Courriel 1 : .....@.....

Courriel 2 : .....@.....

Tél : ..... Portable : .....

**Déclare sur l'honneur** (toute fausse déclaration est passible de sanctions et du non-paiement de l'aide ou du remboursement de l'aide accordée) :

- avoir pris connaissance des conditions d'attribution de la Subvention prévention et les accepter
- que mon entreprise, tous établissements confondus, comporte entre 1 et 49  
Le nombre de salariés à la date de demande s'élève à : .....  
*Une attestation URSSAF de moins de 6 mois est à joindre avec la demande*
- que mon entreprise est à jour de ses cotisations URSSAF au titre des établissements implantés dans la circonscription de la caisse
- que, pour l'établissement objet de la demande, mon entreprise adhère au Service de Santé au Travail suivant :  
.....
- que le document unique d'évaluation des risques (DUER) de mon entreprise a été mis à jour depuis moins d'un an et qu'il est à la disposition du service prévention de la Carsat Bourgogne-Franche-Comté  
Date de sa dernière mise à jour (jj/mm/aa) : .....  
*Pour rappel, ce document peut être réalisé en utilisant les outils d'aide à l'évaluation des risques préconisés par l'Assurance Maladie – Risques professionnels (OIRA ...)*
- que les instances représentatives du personnel de mon établissement ont été informées de la démarche engagée pour bénéficier de cette Subvention Prévention
- avoir communiqué le cahier des charges de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (si existant) à l'entreprise émettrice du/des devis

- acquérir en **propriété intégrale** (pas de location, leasing...) des équipements neufs et conformes à la réglementation en vigueur ;
- que le cumul des financements publics ne dépasse pas 70% du montant total de l'investissement et la formation n'est pas prise en charge par un opérateur de compétences (OPCO) ou le crédit d'impôt formation.

### Je vous adresse pour faire ma demande de subvention

- Attestation URSSAF intitulée « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » datant de moins de 6 mois
- RIB au format électronique en PDF. Si la raison sociale du RIB est différente de celle de l'établissement, apposer le cachet de l'entreprise
- Devis avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant). *(uniquement pour les réservations)*  
Montant total des devis :   
Date prévisionnelle du dernier achat (jj/mm/aa) :

### Pièces complémentaires spécifiques pour la demande de cette subvention :

- Pour la prestation 2** : Modèle d'attestation des compétences du prestataire (annexe 2)

### Je vous adresse pour le versement de la subvention

- Bon de commande avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant)
- Facture(s) avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant)
- Extraits des relevés bancaires avec l'identité du titulaire du compte, l'IBAN et les montants de l'investissement apparents. Les lignes concernant les autres opérations peuvent être masquées

### Pièces complémentaires spécifiques pour le versement de cette subvention :

- Pour la prestation 1** : Attestation de participation à la formation devant comporter les éléments suivants : nom(s) du (des) salarié(s), le(s) nom(s) du (des) formateur(s), l'organisme de formation, la durée et le lieu de la formation avec signature du (des) formateur(s), cachet de l'organisme de formation, signature du chef d'entreprise. Certificat(s) obtenus le cas échéant
- Pour la prestation 2** : Exemple de rapport d'intervention daté du prestataire, détaillant le diagnostic et introduisant le plan d'action proposé par le prestataire
- Pour la prestation 2** : modèle de « Plan d'action » complété et daté découlant de ce diagnostic précisant les solutions à mettre en œuvre (formation, cahier des charges des solutions techniques, mesures organisationnelles) – (annexe 2)

Fait à  le

Signature obligatoire et cachet de l'entreprise  
*Attestation obligatoirement signée  
par l'un des représentants légaux de l'entreprise*